



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

La pantalonnade de Bayrou

Le « conclave » sur les retraites mis en place par Bayrou est arrivé à son terme. Après 4 mois de discussions entre les organisations syndicales qui ont participé jusqu'au bout aux négociations et les représentants du patronat, le résultat des courses est squelettique : amélioration du calcul du montant de la retraite des mères de familles, basé sur les 24 ou 23 meilleures années au lieu de 25 ; abaissement possible de 67 à 66,5 ans de l'âge à partir duquel la décote (la double peine pour celles et ceux qui n'ont pas tous leurs trimestres de cotisation !) cesserait de s'appliquer. Le patronat n'a strictement rien cédé ! Rien sur les critères de pénibilité ; rien sur une augmentation des cotisations pour garantir le financement des retraites ; et moins que rien sur l'âge légal de départ, fixé à 64 ans par la contre-réforme des retraites de Macron-Borne et rejeté massivement lors de la mobilisation de 2023. Un bilan tellement dérisoire que la CFDT a décidé de ne plus participer si le conclave avait une suite !

Ca n'empêche pas Bayrou de se réjouir « d'avancées » – on se demande vraiment lesquelles – et d'annoncer un projet de loi ... à l'automne. Tout en bornant strictement le débat parlementaire à venir : pas question de revenir sur l'âge de départ à 64 ans ni d'augmenter les cotisations sociales, alors qu'il s'était engagé à ce qu'il n'y ait pas de tabou. La démonstration est faite, pour celles et ceux qui avaient des illusions, que depuis le début le « conclave » n'était rien d'autre qu'une opération d'enfumage destinée à lui éviter la censure dès sa prise de fonction.

Réjouissons nous de ce que toute la gauche se retrouve aujourd'hui derrière la motion de censure déposée par les députés PS pour sanctionner l'hypocrisie du 1^{er} ministre. C'est une étape pour construire la nécessaire mobilisation en vue de peser sur les débats de l'automne sur le financement de la Sécu.

21 juin : Réunion du Réseau des collectifs NFP

Après la réunion constitutive du 22 mars 2025, le Réseau national des collectifs du Nouveau Front populaire (NFP) s'était donné rendez-vous le 21 juin à Paris. Nous étions moins nombreux, mais paradoxalement, le Réseau a grossi. Nous recensions environ 60 collectifs le 22 mars et depuis, nous sommes une centaine. Certains se créent en zone rurale autour de petits bourgs. Mais si Marseille et Montpellier sont toujours très actives (et des quartiers de Paris), il manque encore Lyon, Lille, Toulouse... À Marseille, la complexité de l'initiative citoyenne est étonnante : le réseau (Printemps marseillais) qui avait porté une alternative de gauche en 2020 se coordonne avec à la dizaine de collectifs du NFP sur la ville et la "réserve citoyenne" née des élections de 2024. Beaucoup de collectifs sont mobilisés pour que les élections municipales de 2026 ne soient pas le théâtre désolant des querelles partidaires. Ce n'est pas gagné ! C'est dans ce but qu'avait été animée le 27 mai dernier une visioconférence avec un sociologue des expériences citoyennes (plus de 600 en 2020 !) et des témoignages de Marseille, Le Havre, Ivry sur Seine, Nice.



L'objectif du 21 juin était surtout de débattre en toute clarté d'une stratégie pour que la gauche offensive de juin-juillet 2024, n'explose pas en raison de rivalités sur le leadership des personnes et des appareils. Le 2 juillet 2025, Lucie Castets réunit les organisations de la « société civile » dans leurs diversités, mais aussi les organisations politiques. Le but est de trouver une « méthode » commune d'union pour la présidentielle, mais aussi de faire émerger une équipe. Il est certes question de « primaires » (qui ne font pas consensus dans les collectifs NFP) mais peut-être aussi de « conventions citoyennes » notamment autour du programme à approfondir. Le Réseau des collectifs NFP est invité ainsi que les Victoires populaires, l'Archipel des confluences, les syndicats, etc.

Le Réseau des collectifs NFP a élaboré une déclaration portée par un binôme partenaire. On y lit : « *Notre objectif est clair : faire enrichir le programme de rupture du NFP, travailler au rassemblement ... de toutes les forces sociales, associatives, syndicales et de toute la gauche et les écologistes* ». Il poursuit : « ...nous voulons, pour rompre avec le présidentialisme, des équipes pluralistes qui travaillent sur un contrat de législature ». La conviction collective est que « rien ne se fera » s'il n'y a pas « une mobilisation citoyenne populaire ». C'est pourquoi le Réseau NFP propose l'organisation d'une « Convention » nationale d'ici la fin de 2025 où seraient « conviés tous les partis de la gauche et des écologistes ».

Le génocide continue, il faut que ça s'arrête

Un article important est paru dans le journal Haaretz du 26 juin, intitulé « 100 000 morts à Gaza », documenté par des chercheurs et experts internationaux tels que le professeur Mickael Spagat et le politologue Khalil Shikaki, il indique que le nombre de morts communiqué (plus de 60 000) par le ministère de la santé de Gaza est largement sous-estimé. Les bombardements, les maladies, le manque de soins, la famine planifiée, et les tueries par balles (plus de 600 tué.es) devant les centres de distribution de nourriture mis en place sous le contrôle de l'armée israélienne ont fait de ce génocide dans l'enclave de Gaza un des plus sanglants depuis des décennies. Et la volonté de dissimulation de l'État colonial sioniste d'Israël ainsi que le silence des pays occidentaux concernant ce dramatique bilan sont sidérants.

Par ailleurs, un rapport d'une coalition d'organisations accablant pour la France a été publié le 10 juin 2025 (cf le site de l'AFPS). Il prouve que la France n'a jamais cessé de livrer des composants militaires à Israël. Depuis octobre 2023, ces livraisons, mois après mois, se succèdent, par bateau comme par avion en un flux ininterrompu. Ce rapport est une nouvelle preuve de la complicité de la France avec les crimes de guerre, crimes contre l'humanité et crime de génocide commis par l'État d'Israël.

Au salon du Bourget, la France, désormais deuxième exportatrice mondiale d'armes, a prétendu de façon hypocrite

n'avoir autorisé que les stands d'exposition des armes défensives israéliennes.

Des manifestations partant de Bobigny (où des collectifs d'associations ont organisé du 22 au 24 juin une mobilisation contre le Salon) vers Le Bourget ont été interdites d'accès à ce salon de l'armement aérien. Aux ordres du gouvernement, la police a investi la Bourse du Travail de Bobigny pour empêcher une conférence de presse dénonçant la présence d'entreprises israéliennes.

Il est nécessaire d'amplifier ces luttes pour imposer un embargo total des armes vers Israël.

**Non à l'impunité d'Israël !
Stop génocide !**



Les rendez vous de l'été



Cet été, auront lieu un certain nombre d'évènements militants auxquels des militant·es d'ENSEMBLE! participeront. Nous en donnons quelques exemples ci-dessous sans que la liste soit exhaustive :

- **le Festival des Idées**, 4 au 6 juillet à la Charité sur Loire (Nièvre)
- Séminaire 2025 de **Changer de Cap**, 10 au 13 juillet à Château (Saône et Loire)
- Université d'été des Mouvements Sociaux et des Solidarités, 23 au 26 août à Bordeaux (Gironde)
- Journées d'été des Unitaires organisées par l'APRÈS, Génération.s et Debout, 29 et 30 aout à Châteaudun (Eure et Loir)



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :
contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

